

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

être exécutée, car elle sera commuée en une autre peine. L'historique de la cause. Page 31

15 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 22). A reçu la dépêche de Colborne du 15 janvier, ainsi que son discours à l'ouverture de la législature provinciale, le 14. 33

25 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 23). Envoie des copies de correspondance avec Jones, lequel s'est rendu à Londres pour obtenir du roi son assentiment au bill pour l'établissement de la Compagnie d'assurance sur la vie et de fidéi-commis du Haut-Canada. Lui avait dit qu'il ne pouvait lui donner d'avis pendant que la question était soumise à la législature provinciale. Le roi donnera une décision immédiate. Confusion quant à la manière dont le bill pourrait être sanctionné par le lieutenant-gouverneur, parce qu'il a été réservé. Il consultera les officiers en loi sur la question. S'ils décident qu'il peut sanctionner le bill il devra le sanctionner tout de suite. Si non, on devra lui communiquer la chose au plus tôt, afin d'en avertir le roi au premier moment. 34

26 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 24). Les officiers en loi rapportent qu'il n'y a pas de raison suffisante en droit pour ne point exécuter la sentence de mort prononcée contre McAuliffe. On l'a déjà informé que la peine capitale serait remise. McAuliffe devra être envoyé en Grande-Bretagne, pour être conduit à l'endroit fixé. 37

29 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 27). Envoie lettre des lords de l'Amirauté, désirant savoir si la législature provinciale construirait l'observatoire, ou pourvoit à une partie de son entretien annuel. 38

29 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 28). Présente Hackett, qui a servi fidèlement dans la Guyane britannique. A été empêché d'approuver une concession de terres en sa faveur, mais on pourra convenablement le choisir comme candidat à toute charge, qui doit être remplie. 40

3 mars,
Downing
Street.

Le même au même (n° 35). A reçu la dépêche de Colborne ainsi qu'une copie du message transmettant ses dépêches (de Glenelg) à l'assemblée, du 28 octobre 1835. 41

14 mars,
Downing
Street.

Glenelg à Head (n° 37). Envoie la proposition de Galt de drainer le grand marécage dans la région Huron, que l'on examinera et sur laquelle on fera un rapport. 42

19 mars,
Downing
Street.

Le même au même (n° 39). Attire l'attention sur une clause de l'Acte à l'effet d'établir la Compagnie de chemin de fer Erié et Ontario, dont l'effet est d'empêcher la compagnie de traverser toutes terres de la Couronne sans le consentement du roi signifié par le lieutenant-gouverneur. Le conseil de l'Artillerie désire fortement que cette cause soit appliquée afin que personne ne puisse traverser des terres dans la limite de 1,000 verges de toute fortification. 43

22 mars,
Downing
Street.

Le même au même (n° 40). A reçu les dépêches. Comment conduire la correspondance pour lui permettre de décider convenablement. Lui fera résoudre les doutes qui peuvent se présenter. Les relations devront être caractérisées par une entière franchise et une confiance mutuelle. Remarques sur son adresse d'inauguration dans la chambre du Conseil pendant la séance. Espère que l'Assemblée ne considérera pas qu'on a porté atteinte à ses privilèges en l'appelant alors en la présence du gouverneur. Remarques sur son discours et sur le fait qu'il a communiqué le texte complet de ses instructions, au lieu d'en faire connaître la substance. Autres remarques sur sa ligne de conduite en qualité de lieutenant-gouverneur. 45

22 mars,
Downing
Street.

Le même au même (n° 41). Remarques sur des plaintes (de Head) relativement aux obstacles mis à ses actes en qualité de lieutenant-gouverneur, et sur l'insuffisance de son revenu pour faire face aux dépenses nécessaires. 52

30 mars.

Le même au même (n° 42). Les extraits des instructions données à Gosford, qu'on lui a envoyés, étaient inexacts, ayant été copiés d'une série